

Vie quotidienne et participation aux associations communautaires

Yvan Comeau

Volume 8, Number 1, Spring 1995

Les régions

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/301308ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/301308ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Presses de l'Université du Québec à Montréal

ISSN

0843-4468 (print)

1703-9312 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Comeau, Y. (1995). Vie quotidienne et participation aux associations communautaires. *Nouvelles pratiques sociales*, 8(1), 121–136.
<https://doi.org/10.7202/301308ar>

Article abstract

Cet article présente une recherche portant sur les facteurs favorables à la participation des usagers aux organisations communautaires. Cette enquête s'appuie sur les récits de vie associative de 27 personnes et s'inspire d'une sociologie critique de la vie quotidienne. Celle-ci complète les théories portant sur la participation aux associations, c'est-à-dire les théories de la privation, de la société de masse et de la mobilisation des ressources. Six concepts regroupent les processus névralgiques de la participation aux associations communautaires : la démocratie, la sociabilité, la cohésion idéologique, le sens collectif à la solidarité, l'information et la vie quotidienne.



Les pratiques sociales au Québec

Vie quotidienne et participation aux associations communautaires

Yvan COMEAU

*Département de counselling et orientation
Université Laval*

Cet article présente une recherche portant sur les facteurs favorables à la participation des usagers aux organisations communautaires. Cette enquête s'appuie sur les récits de vie associative de 27 personnes et s'inspire d'une sociologie critique de la vie quotidienne. Celle-ci complète les théories portant sur la participation aux associations, c'est-à-dire les théories de la privation, de la société de masse et de la mobilisation des ressources. Six concepts regroupent les processus névralgiques de la participation aux associations communautaires : la démocratie, la sociabilité, la cohésion idéologique, le sens collectif à la solidarité, l'information et la vie quotidienne.

L'étude de la participation a bénéficié d'un grand nombre de recherches, tant en Amérique qu'en Europe. Ce champ de la recherche empirique ouvert au début des années 20 par F. Stuart Chapin s'est intéressé aux associations volontaires, aux coopératives, aux syndicats et aux entreprises (Labelle, 1973). De nombreux ouvrages et articles ont été produits sur la participation ; une synthèse de toutes ces contributions justifierait à elle seule un article sur le sujet. Nous nous limiterons ici à la participation aux associations.

De façon générale, on pourrait définir la participation aux associations comme étant une activité sociale et organisationnelle, favorisée par un ensemble complexe de phénomènes, permettant aux acteurs sociaux de se joindre à des actions collectives et de les soutenir. La notion de participation recouvre à la fois les attitudes favorables à l'action d'un groupe ou d'une organisation, et les activités qui traduisent concrètement ces sentiments positifs. Le caractère général de cette première définition ne doit pas faire oublier qu'il existe différentes théories quant à ce qui constitue l'essentiel de ce phénomène.

LES THÉORIES DE LA PARTICIPATION AUX ASSOCIATIONS

Trois théories cherchent à expliquer la participation aux associations (Jenkins, 1983) : la théorie de la privation, la théorie de la société de masse et la théorie de la mobilisation des ressources.

On devrait la théorie de la privation à Aristote, d'après Piven et Cloward (1977). Le philosophe grec croyait que la cause ultime d'un mouvement populaire est l'inégalité, c'est-à-dire que les pauvres se rebellent pour obtenir l'égalité. Préférant l'expression « théorie du conflit » pour qualifier cette approche, Piven et Cloward associent aussi Marx et même De Tocqueville à ce courant. Pour eux, des changements économiques importants surviennent d'abord et, lorsque les gens reçoivent moins que ce qu'ils attendaient, ils éprouvent frustration et colère.

Ted Robert Gurr (1971) est sans doute celui qui a le mieux situé la privation dans le processus de mobilisation. Les manifestations collectives de changement, en particulier les révolutions et les insurrections sont, d'après Gurr, précédées par le mécontentement de la population, dans un contexte où la communauté traditionnelle disparaît et le gouvernement démontre une incapacité à maintenir l'ordre social. Plus le mécontentement est intense et répandu, plus les tâches de mobilisation seraient facilitées ; les groupes particulièrement désavantagés offriraient un grand potentiel de mobilisation. Lorsque ces groupes sont en contact avec des classes sociales avantagées et que les chances d'améliorer leur sort paraissent minces, la privation, même relative, justifierait l'action collective.

Theda Skocpol (1985) croit que l'approche de Gurr est, malgré ses nuances, psychologisante. Pour Piven et Cloward, en plus de l'intensité de la privation, il doit exister des conditions particulières et exceptionnelles pour que des personnes s'associent et cherchent à faire valoir leurs intérêts. En effet, il apparaît que les inégalités sont presque constantes dans

l'histoire, alors que les actions collectives radicales auxquelles s'intéresse Gurr semblent plutôt exceptionnelles.

De son côté, la théorie de la société de masse insiste sur l'accroissement de l'anomie, concept introduit par Émile Durkheim pour désigner ce phénomène social, lorsque les comportements ne sont plus guidés par des règles claires et contraignantes. Il s'agit, d'après Durkheim, d'une conséquence du passage d'une société à solidarité mécanique (division du travail peu poussée, droit répressif et solidarité résultant de la ressemblance entre les individus) à une autre, à une solidarité organique (division du travail poussée, droit coopératif et solidarité provenant de la complémentarité). Les chercheurs qui s'inspirent de la théorie de la société de masse pour expliquer la participation se réfèrent à William Kornhauser (1965). Pour lui, la société de masse est une situation où les individus sont liés entre eux par une autorité commune, l'État, et non par une variété de groupes indépendants. Les individus sont atomisés, ce qui engendre des sentiments d'aliénation et d'anxiété et, conséquemment prédispose à entreprendre des actions pour échapper à ces tensions.

On pourrait exprimer autrement l'essentiel de la théorie de la société de masse : la participation aux associations provient d'une désorganisation des communautés et des groupements traditionnels qu'ont entraîné l'industrialisation et l'urbanisation. Ainsi, les associations permettraient de recréer une communauté, entre l'individu atomisé et la société. En matière de recherche empirique, on vise à démontrer, par exemple, que les personnes qui participent aux associations éprouvent moins que les autres le sentiment d'aliénation, c'est-à-dire le désespoir, la confusion concernant le fonctionnement de la société, la confiance envers le pouvoir et la croyance dans la réceptivité des gouvernements (Braun, 1976).

La théorie de la mobilisation des ressources a été inspirée par l'économiste Mancur Olson dans son ouvrage *The Logic of Collective Action*, publié pour la première fois en 1965. Cette théorie, qui se concentre sur les processus de formation de l'action collective et de son développement, est apparue aux États-Unis dans un contexte de forte mobilisation sociale, mettant en scène les mouvements étudiants, de contestation contre la guerre au Viêt-nam et pour les droits civiques des Afro-Américains (Lapeyronne, 1988). Pour Olson, même réunies en association, les personnes cherchent avant tout à satisfaire leur intérêt personnel et non l'intérêt commun, à moins d'y être forcées ou d'appartenir à un groupe restreint. Olson admet que les motivations idéologiques existent, mais il estime que ce comportement est rarement à la source de sacrifices considérables. On pressent déjà les affinités de cette théorie avec l'individualisme méthodologique qui cherche à expliquer les phénomènes sociaux

par l'agrégation des motivations individuelles sans la constitution d'un sujet collectif (Boudon, 1986 : 46).

D'autres auteurs ont contribué à développer et nuancer la théorie de la mobilisation des ressources. D'après Zald et Ash (1966), les propositions sur lesquelles repose cette théorie sont les suivantes. L'amorce d'une action collective suppose la réunion et l'investissement de ressources par un acteur social ou politique. La participation aux mouvements sociaux est ramenée aux comportements de consommation. Les leaders sont des « entrepreneurs idéologiques » qui cherchent à convaincre les citoyens de l'avantage du calcul avantages-coûts de l'action. Les acteurs cherchent des bénéfices matériels et non matériels (statut, relations, etc.). Pour Jenkins (1983), il convient de parler du phénomène de la participation en termes de mobilisation, c'est-à-dire un processus par lequel un groupe exerce le contrôle sur les ressources nécessaires pour l'action. Il insiste pour limiter la théorie aux actions rationnelles qui poursuivent des buts déterminés, ce qui autorise une évaluation axée sur les avantages. La mobilisation est donc une action rationnelle et son succès est largement déterminé par des facteurs stratégiques.

Plusieurs critiques ont été adressées à la théorie de mobilisation des ressources. En ne recourant qu'à un principe général, l'utilitarisme, elle ne tient pas compte d'un effet de temporalité : en quoi les fondateurs, par exemple, seraient-ils assurés de bénéficier de l'action collective ? On lui reproche également de négliger les éléments du contexte social, qui semblent pouvoir influencer la participation (Abowitz, 1990). Aussi, en cherchant à combler les lacunes de la théorie de la privation, la théorie de la mobilisation des ressources aurait pratiquement abandonné l'étude de la nature des doléances des acteurs (Cornfield *et al.*, 1990 : 135-136). Enfin, comme le reconnaît Jenkins lui-même (1983 : 530), cette théorie a du mal à tenir compte de la perspective des acteurs et ainsi faire les liens interactifs entre les individus et la société.

Sans vouloir négliger l'apport de ces théories, notre perspective théorique veut combler leurs limites et tenir compte de la complexité du phénomène de la participation aux associations. Notre recherche s'inspire d'une sociologie critique de la vie quotidienne et permet de situer la vie associative dans la vie quotidienne des sujets. Sans mettre de côté les acquis conceptuels des différentes théories, la sociologie critique de la vie quotidienne se caractérise essentiellement par sa manière d'aborder les phénomènes sociaux. Elle consiste en un découpage privilégié du social où le sujet est mis au premier plan. Aussi, elle désire prendre l'humain dans sa totalité et sa continuité dans l'espace et le temps ; elle veut aussi couvrir le lien entre la vie privée (sphère relative au logement, à la famille

et aux personnes significatives) et la vie publique (sphère relative aux activités dans les grandes organisations économiques, politiques et culturelles) (Comeau, 1987).

ÉLÉMENTS DE MÉTHODOLOGIE

Pour connaître les incitatifs à la participation dans les associations communautaires et leurs limites, nous avons réalisé une recherche. La méthode utilisée est dite « grounded theory » (construction empirique de la théorie) (Glaser et Strauss, 1970) et est basée sur l'analyse de récits de vie associative de 27 membres d'associations de la région des Bois-Francs (Comeau, 1990). L'échantillon de la population à l'étude a été déterminé selon le procédé de saturation, c'est-à-dire une série d'étapes d'analyse menées simultanément avec la collecte des données, permettant de déterminer le moment où l'ajout de nouveaux récits de vie ne change pas de manière significative la théorie empirique qui se construit.

Les personnes qui nous ont raconté l'histoire de leur vie associative sont membres soit d'une coopérative alimentaire (7 personnes), d'une association de sans-emploi (4 personnes), d'un syndicat en grève (8 personnes), d'une coopérative de travail (4 personnes) ou d'un organisme de solidarité internationale (4 personnes). Nous avons rencontré 17 femmes et 10 hommes dont l'âge varie de 20 à 73 ans (tableau 1). La composition du ménage (tableau 2) et la scolarité des personnes interviewées (tableau 3) varient grandement d'un individu à l'autre.

TABLEAU 1
Âge et sexe des sujets de la recherche

Âge	Sexe		Total
	Femmes	Hommes	
20 à 29	4	2	8
30 à 39	5	2	7
40 à 49	7	2	9
50 à 59	1	2	3
60 à 69	0	0	0
70 et plus	0	2	2
Total	17	10	27

TABLEAU 2
Composition du ménage des sujets de la recherche

Sujet vivant...	Nombre
- avec un conjoint seulement	7
- avec un conjoint et 1 enfant	5
- avec un conjoint et 2 enfants	5
- avec un conjoint et 3 enfants	3
- avec un conjoint et 4 enfants	1
- avec un autre adulte	3
- avec un enfant seulement	2
- seul	2
Total	27

TABLEAU 3
Scolarité des sujets de la recherche

Niveau de scolarité complété	Nombre
Aucun	2
Primaire	10
Secondaire	4
Collégial	4
Universitaire	7
Total	27

LES FORMES DE PARTICIPATION

Les résultats de notre analyse montrent qu'il existe différentes formes de participation aux associations. La fondation, l'adhésion, l'élection à un poste de responsabilité et la réalisation des tâches se situent à des moments différents de l'histoire de l'association et de l'engagement des personnes. On se rappelle qu'Albert Meister (1974 : 47-50) distinguait, dans ses propres recherches, la prise de responsabilités, l'appartenance aux groupements et l'utilisation des services.

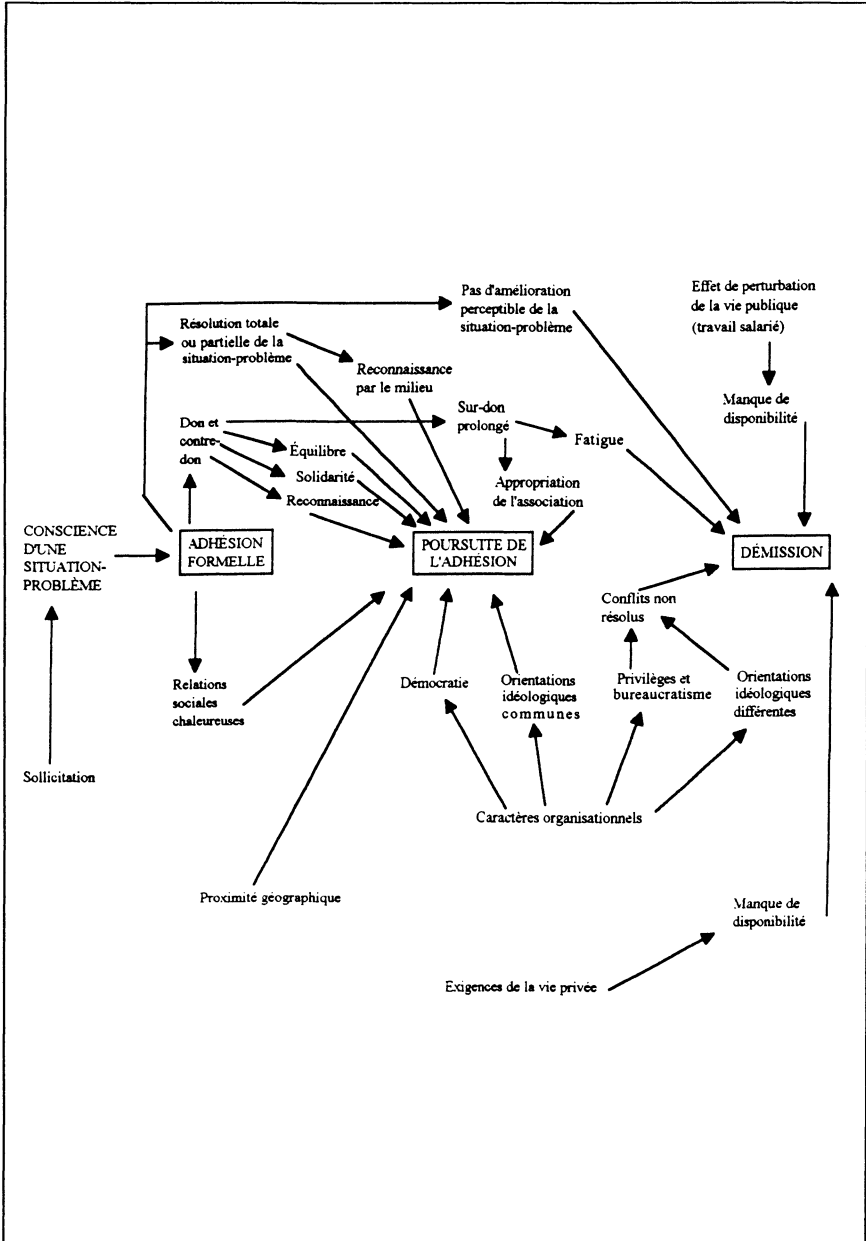
La fondation concerne la situation relative à la mise sur pied d'une association. D'après Meister (1974 : 65), la fondation constitue une période de participation intense qui diminue au fil des ans, au profit d'une bureaucratisation partielle ; cependant, une régénération de la vie associative serait toujours possible (Conforth *et al.*, 1988). Pour nous, l'adhésion regroupe les événements et les significations qui amènent les sujets

à adhérer à une association, et qui soutiennent ou non leur intérêt. L'élection à un poste de responsabilité concerne le fait d'assumer les obligations relatives à un titre électif dans une association. Enfin, la réalisation des tâches touche l'ensemble des activités de production matérielle et symbolique accomplies par les membres dans les associations.

Étant donné l'espace dont nous disposons, nous nous attarderons dans cet article à l'adhésion des membres et à la prise de responsabilités qui traduisent l'essentiel de la dynamique qui se manifeste dans les différentes formes de participation. Chacune de ces formes comporte ses particularités. Ainsi, les responsables élus sont moins détachés de l'association que les simples membres (Knoke, 1981). De même, la fondation se distingue par le rôle idéologique et de sécurisation des leaders (Rémy *et al.*, 1978 : 35-46). La réalisation des tâches met en évidence une des contradictions que pose la présence de personnes salariées : elles doivent assumer des tâches, sans pour autant accaparer toute l'information et rendre caduque la contribution des membres, comme le craint Godbout (1987 : 21). Malgré ces particularités, l'examen de la dynamique de l'adhésion et de l'acceptation d'un poste électif permet de bien saisir empiriquement le phénomène de la participation aux associations communautaires.

La figure 1 illustre les différents processus qui permettent l'adhésion aux associations, d'après l'analyse des récits de vie associative. Ce schéma de l'adhésion aux associations exige quelques commentaires. De façon générale, les membres des associations débutent leur récit de vie associative en évoquant une situation-problème vécue ou par laquelle ils se sentent concernés, comme le suggère la théorie de la privation. Par exemple, dans la coopérative alimentaire, les familles nombreuses peuvent surmonter des difficultés budgétaires en réalisant une économie sur les achats d'aliments ; dans le syndicat composé presque exclusivement de femmes, c'est la misogynie du patron et l'oppression qui suscitent l'engagement ; dans le cas de l'organisme de solidarité internationale, des personnes scolarisées ont visité des pays du Sud et ont été sensibilisées par certaines situations. C'est la sollicitation répétée par une personne significative, convaincue de l'utilité du regroupement, qui favorise au départ l'adhésion formelle à l'association. Cette sollicitation fait appel aux facultés cognitives des acteurs : ceux-ci sont amenés à réfléchir et à effectuer des comparaisons ; ils expérimentent la vie associative ; parfois, ils adhèrent au terme d'une formation ; la socialisation des jeunes à la vie associative peut avoir un effet dans la vie adulte, d'après des personnes interviewées et selon une recherche empirique (Hanks et Eckland, 1978).

FIGURE 1
**Schéma général de l'adhésion
aux associations communautaires**



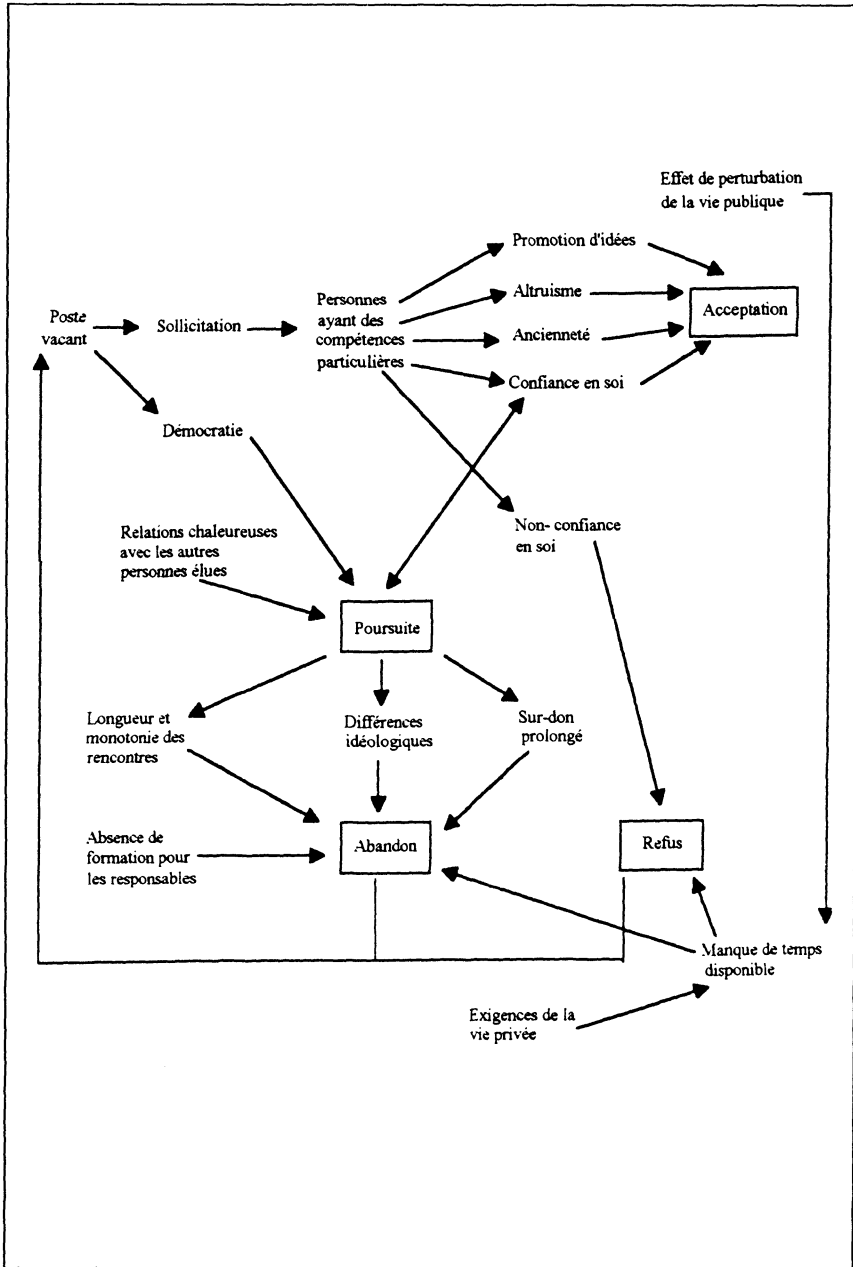
Ce que nous appelons l'équilibre du don et du contre-don est un processus dynamique qui permet aux acteurs de profiter d'un avantage quelconque en échange d'un don. Habituellement, le don dans la vie associative prend la forme d'une période de travail non rémunérée. Lorsque le travail bénévole est soutenu et se prolonge, il peut soit susciter l'appropriation de l'association, soit provoquer une fatigue qui risque de conduire à la démission.

Pour que l'adhésion se poursuive, certains acteurs doivent éprouver une reconnaissance envers l'association pour la résolution totale ou partielle de la situation-problème. Dans les coopératives alimentaires, par exemple, la baisse des prix de l'alimentation doit être significative, le choix des produits satisfaisant et ce, en comparaison avec les commerces privés. Les syndiquées mesurent les gains obtenus après un rapport de force pour évaluer la pertinence du syndicat ou des aspects de son organisation. De même, des personnes sont sensibles à la reconnaissance publique de l'utilité et de l'efficacité de l'association.

Ce schéma de l'adhésion permet aussi d'inscrire la participation aux associations dans la vie quotidienne. Les contingences de la vie privée, en particulier les soins aux enfants, limitent le temps disponible et peuvent amener à délaisser l'association, phénomène également constaté par Cornfield *et al.* (1990) ; un déménagement risque aussi d'entraver la participation. Les changements dans la vie publique contraignent également le temps disponible : un nouvel horaire de travail risque de diminuer la disponibilité ; un nouvel emploi peut même contribuer à résoudre la situation-problème, dans le cas de l'association des sans-emploi, par exemple.

Le schéma de l'adhésion aux associations met aussi en lumière l'effet de l'organisation sur la participation. On retrouve ces processus dans la figure 2 qui expose les processus favorables et défavorables à l'acceptation et à la conservation d'un poste de responsabilité. Ainsi, la démocratie représentative permet à des membres de diriger pendant un certain temps l'organisation lorsque des postes sont vacants, un truisme qu'oublie les administrateurs qui s'accrochent à un poste. Pour sa part, la démocratie directe dans l'association conditionne non seulement l'adhésion des membres, mais aussi le fait de continuer de remplir des fonctions reliées à un poste électif, car les membres ont alors nettement l'impression que l'association est à leur écoute et leur appartient. De même, la communauté d'idées, qui peut s'enrichir des différences dans la mesure où la dissidence est acceptée et que les conflits peuvent être résolus, favorise la participation.

FIGURE 2
Schéma général de l'acceptation d'un poste électif



Pour les membres les moins scolarisés, le degré de confiance en soi est souvent déterminant dans l'acceptation d'un poste. Ce sentiment se définit comme étant l'aptitude chez les sujets de pouvoir s'affirmer dans les situations de la vie quotidienne. Les personnes de la classe populaire affirment dans les entrevues que la scolarité et le travail exercé contribuent à développer la confiance en soi ; ces situations placent ces personnes en position socialement défavorable et elles peuvent développer une image négative d'elles-mêmes. L'ancienneté dans l'association peut contribuer à diminuer ce sentiment. Ces personnes semblent aussi éprouver, plus que les autres, des difficultés à assister à de longues rencontres. De façon plus générale, un grand nombre de recherches ont démontré l'existence d'un lien entre le statut socio-économique et la participation aux associations (Hyman et Wright, 1971 ; Hodge et Treiman, 1968) : les couches inférieures de la classe populaire auraient à surmonter des obstacles économiques et sociaux plus nombreux pour adhérer aux associations communautaires et assumer des responsabilités.

SIX CONCEPTS EXPLICATIFS DE LA PARTICIPATION AUX ASSOCIATIONS

Un effort de synthèse supplémentaire nous permet de regrouper autour de six concepts les processus à l'œuvre dans les différentes formes de participation. La démocratie directe, la sociabilité, la cohésion idéologique, le sens collectif à la solidarité, l'information et la vie quotidienne influencent de différentes manières la participation des acteurs sociaux aux associations.

En premier lieu, *la démocratie* conceptualise un ensemble de processus favorables à la participation. Si l'autonomie individuelle se manifeste avec relativement peu de contraintes dans la vie privée, et si l'hétéronomie caractérise souvent les organisations publiques d'après les personnes interviewées, les associations qui regroupent des membres actifs fonctionnent selon un mode de démocratie directe. Dans ce cadre, les désirs des membres sont à très court terme pris en compte par les responsables. Lorsque les associations acquièrent un caractère bureaucratique (éloignement des élus, privilèges et professionnalisme), les membres boudent les activités et délaissent l'association.

En deuxième lieu, *la sociabilité*, définie comme l'aptitude à vivre intensément les relations sociales, encourage la participation. Pour Fortin (1991), la sociabilité est un élément essentiel des associations communautaires. D'après Johnson et Schulman (1989), les femmes se préoccupent

davantage du climat social et affectif, alors que les dimensions relatives au leadership intéressent les hommes. Concrètement, ce sont les usages du groupe (manières convenues de saluer, de s'excuser et de remercier) qui produisent et reproduisent la sociabilité. La conversation permet aux membres de pratiquer la sollicitation qui est un appel aux non-membres pour adhérer formellement et une invitation aux membres à prendre une responsabilité.

En troisième lieu, *la cohésion idéologique* permet aux membres de déterminer dans quelle mesure l'analyse de la situation-problème, les objectifs et la stratégie de l'association sont conformes à leurs propres idées et représentations. Les sujets peuvent demeurer au sein du groupe même s'ils perçoivent des différences idéologiques, dans la mesure où leur dissidence est exprimée et prise en compte par les autres membres. D'après notre recherche, ce sont les personnes scolarisées qui accordent le plus d'importance à la dimension idéologique. Cela est confirmé par une autre recherche portant sur la participation syndicale des cols blancs (Nicholson *et al.*, 1981).

En quatrième lieu, lorsque *le sens collectif à la solidarité* est développé, les membres reconnaissent la mutualité de leurs intérêts et se portent spontanément assistance. Un collectif ouvert et accueillant permet à l'association de dépasser le stade embryonnaire lors de la fondation. L'entraide et le partage des tâches indiquent aux personnes dans quelle mesure la solidarité est présente. À cet égard, une recherche sur la participation démontre que le sens de la communauté a un effet catalytique sur l'action locale (Chavis et Wandersman, 1990). Pour la personne militante, l'organisation permet entre autres de retrouver « la chaleur, la sécurité affective et intellectuelle, l'esprit communautaire » (Piotte, 1987 : 85).

En cinquième lieu, *les processus cognitifs et l'information* interviennent à différents moments de la participation aux associations. Pour Meister (1974 : 97-98), l'information encourage la participation, car elle suscite des attitudes favorables au changement. Pour ce qui est des processus cognitifs, la réflexion et l'expérimentation conduisent à l'adhésion ; la formation permet aux membres d'assumer leurs responsabilités et peut même précéder leur adhésion.

Enfin, en sixième lieu, *la vie quotidienne* influence la participation. La vie privée – la première composante de la quotidienneté – peut s'opposer à la vie associative lorsque les sujets changent leurs aspirations et relèguent les activités de l'association au second plan ; lorsque certaines activités sont simultanées ; et lorsque des membres du ménage s'opposent à la participation des sujets. Il y a opposition entre la vie associative et

la vie publique – la deuxième composante de la quotidienneté – quand le travail salarié limite le temps disponible ou qu’il résout, en quelque sorte, la situation-problème par une augmentation des ressources des sujets. La vie associative constituerait la troisième composante de la vie quotidienne. Elle serait, en accord avec notre perspective, une praxis collective organisée et totalisante, qui s’inscrit elle-même dans la totalité quotidienne et qui vise la disparition de situations oppressantes par l’instauration de communautés modernes.

CONCLUSION

Pour conclure, nous désirons établir des liens entre les concepts explicatifs induits par la recherche et les théories de la participation aux associations, dégager quelques implications des résultats pour l’intervention et ouvrir de nouvelles pistes de recherche.

La théorie de la privation insiste sur le mécontentement des individus pour expliquer leur participation et leur mobilisation dans les associations. Nous avons vu que les membres des groupes communautaires réagissent à une situation indésirable en adhérant à une association, et que la décision de demeurer en son sein dépend en partie de sa capacité de résoudre cette situation-problème. Ces constatations indiquent que l’existence d’une situation-problème n’est pas suffisante en soi pour susciter la participation ; il faut une sollicitation de la part de personnes significatives et un appel aux facultés cognitives des individus ; les responsables doivent aussi considérer la capacité d’une association d’atteindre ses objectifs.

Dans notre étude du phénomène de la participation aux associations, nous retrouvons plusieurs éléments de la théorie de la société de masse. Atomisés et aliénés dans des organisations publiques empreintes d’hétéronomie, les membres des associations cherchent à recréer des communautés modernes, c’est-à-dire des lieux à partir desquels ils peuvent avoir une emprise sur le devenir de leur société. Cela indique, pour nous, toute l’importance que doit accorder l’intervention sociale à la démocratie directe (le contrôle quotidien des membres sur les décisions) et à la sociabilité (l’échange et le plaisir d’être ensemble), pour que les membres aient le sentiment de se retrouver dans une véritable association.

La théorie de la mobilisation des ressources nous rappelle que les individus poursuivent dans les associations des intérêts personnels, de nature économique et social. Cependant, cette approche sous-estime, à notre avis, l’information, la cohésion idéologique, les classes sociales et l’altruisme dont font preuve les personnes qui donnent à une association

plus que ce qu'elles reçoivent. Pour nous, cela met en évidence l'utilité de l'éducation populaire : celle-ci ne permet-elle pas aux membres de pratiquer de nouvelles formes de participation, en particulier la prise de responsabilités par la classe populaire, d'explorer différents aspects de la situation-problème et d'élaborer une vision de la situation idéale ?

L'approche d'une sociologie critique de la vie quotidienne incite l'intervention à tenir compte des exigences de la vie privée et de la vie publique pour favoriser la participation aux associations. En considérant le phénomène de la participation comme une totalité, elle montre que la participation ne peut pas être suscitée par une recette ou quelques ingrédients. En effet, il nous semble, après l'analyse des récits de vie associative, que le sens collectif à la solidarité suppose un état d'esprit que se donnent les membres et ce, dans un ensemble complexe de circonstances que nous avons tenté de mieux connaître dans cette recherche.

Malgré les nombreux travaux de recherche consacrés à la participation aux associations, plusieurs pistes demeurent inexplorées. Comment se développe pratiquement la solidarité ? Y aurait-il lieu de faire une ethnométhodologie de la solidarité, c'est-à-dire une « recherche empirique des méthodes que les individus utilisent pour donner sens et en même temps accomplir leurs actions de tous les jours » (Coulon, 1987 : 26), comme se solidariser avec d'autres ? D'un point de vue phénoménologique, une recherche fondamentale aiderait-elle à mieux connaître comment les individus changent leurs perspectives, s'ouvrent au changement et deviennent disposés à s'engager dans une action collective ?

Mais cela ne doit pas nous faire perdre de vue la structure sociale et l'évolution du contexte économique et politique dans lequel œuvrent les associations. Ne faudrait-il pas mener des études de nature historique et longitudinales afin de comprendre l'influence des facteurs sociétaux sur la participation ? Le fait que les associations communautaires s'ouvrent davantage au partenariat et à la concertation (Bélanger et Lévesque, 1992), cela signifie-t-il qu'il est nécessaire de vérifier l'existence de nouvelles modalités de participation aux associations ?

Bibliographie

- ABOWITZ, Deborah A. (1990). « Sociopolitical Participation and the Significance of Social Context : A Model of Competing Interests and Obligations », *Social Science Quarterly*, vol. 71, n° 3, 543-566.
- BÉLANGER, Paul R. et Benoît LÉVESQUE (1992). « Le mouvement populaire et communautaire : de la radicalisation au partenariat (1963-1992) », dans DAIGLE, Gérard et Guy ROCHER (sous la direction de), *Le Québec en jeu*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 713-747.

- BOUDON, Raymond (1986). « Sur l'individualisme », dans BIRNBAUM, Pierre et Jean LECA (sous la direction de), *Individualisme et holisme dans les sciences sociales*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 381 pages.
- BRAUN, D. Duane (1976). « Alienation and Participation : A Replication Comparing Leaders and the " Mass " », *Journal of Political and Military Sociology*, vol. 4, 245-259.
- CHAVIS, David M. et Abraham WANDERSMAN (1990). « Sense of Community in the Urban Environment : A Catalyst for Participation and Community Development », *American Journal of Community Psychology*, vol. 18, n° 1, 55-81.
- COMEAU, Yvan (1987). « Résurgence de la vie quotidienne et de ses sociologies », *Sociologie et sociétés*, vol. 19, n° 2, 115-123.
- COMEAU, Yvan (1990). *Vie quotidienne et participation aux associations en milieu populaire*, Thèse de doctorat, Département de sociologie, Université de Montréal, 370 pages et annexes.
- CONFORTH, Chris, THOMAS, Alan, LEWIS, Jenny et Roger SPEAR (1988). *Developing Successful Worker Co-operatives*, Londres, Sage, 245 pages.
- CORNFIELD, Daniel B., CALVALCANTI FILHO, Hilquias B. et Bang Jee CHUN (1990). « Household, Work, and Labor Activism », *Work and Occupations*, vol. 17, n° 2, 131-151.
- COULON, Alain (1987). *L'ethnométhodologie*, Paris, Presses universitaires de France, coll. Que sais-je ?, 127 pages.
- FORTIN, Andrée (1991). « La participation : des comités de citoyens au mouvement communautaire », dans GODBOUT, Jacques T. (sous la direction de), *La participation politique*, Québec, IQRC, 219-250.
- GAGNON, Gabriel et Marcel RIOUX (1988). *À propos d'autogestion et d'émancipation*, Québec, IQRC, 179 pages.
- GLASER, Barney et Anselm L. STRAUSS (1970). *The Discovery of Grounded Theory. Strategies for Qualitative Research*, Chicago, Aldine Publishing Company, 271 pages.
- GODBOUT, Jacques T. (1987). *La démocratie des usagers*, Montréal, Boréal, 192 pages.
- GURR, Ted Robert (1971). *Why Men Rebel*, Princeton, Princeton University Press, 421 pages.
- HANKS, Michael et Bruce K. ECKLAND (1978). « Adult Voluntary Associations and Adolescent Socialization », *The Sociological Quarterly*, vol. 19, 481-490.
- HODGE, Robert W. et Donald J. TREIMAN (1968). « Social Participation and Social Status », *American Sociological Review*, vol. 33, n° 5, 722-740.
- HYMAN, Herbert H. et Charles R. WRIGHT (1971). « Trends in Voluntary Association Memberships of American Adults : Replication Based on Secondary Analysis of National Sample Surveys », *American Sociological Review*, vol. 36, n° 2, 191-206.
- JENKINS, J. Craig (1983). « Resource Mobilization Theory and the Study of Social Movements », *Annual Review of Sociology*, vol. 9, 527-553.

- JOHNSON, Richard A. et Gary I. SCHULMAN (1989). « Gender-Role Composition and Role Entrapment in Decision-Making Group », *Gender and Society*, vol. 3, n° 3, 355-372.
- KNOKE, David (1981). « Commitment and Detachment in Voluntary Associations », *American Sociological Review*, vol. 46, 141-158.
- KORNHAUSER, William (1965). *The Politics of Mass Society*, Londres, Routledge and Kegan Paul, 256 pages.
- LABELLE, Yvan (1973). « Évolution des recherches sur la participation, des années vingt aux années soixante », *Sociologie et sociétés*, vol. 6, n° 2, 67-85.
- LAPEYRONNE, Didier (1988). « Mouvements sociaux et action politique. Existe-t-il une théorie de la mobilisation des ressources ? », *Revue française de sociologie*, vol. 29, n° 4, 593-619.
- MEISTER, Albert (1974). *La participation dans les associations*, Paris, Éditions ouvrières, 277 pages.
- NICHOLSON, Nigel, URSELL, Gill et Jackie LUBBOCK (1981). « Membership Participation in a White-Collar Union », *Industrial Relations*, vol. 20, n° 2, 162-178.
- OLSON, Mancur (1971). *The Logic of Collective Action*, Cambridge, Harvard University Press, 186 pages.
- PIOTTE, Jean-Marc (1987). *La communauté perdue*, Montréal, VLB Éditeur, 142 pages.
- PIVEN, Frances FOX et Richard A. CLOWARD (1977). *Poor People Movements. Why They Succeed, How They Fail*, New York, Panteon Books, 383 pages.
- RÉMY, Jean, VOYÉ, Liliane et Émile SERVAIS (1978). *Produire ou reproduire ? Conflits et transaction sociale*, Bruxelles, Éditions Vie ouvrière, 383 pages.
- SKOCPOL, Theda (1985). *États et révolutions sociales*, Paris, Fayard, 489 pages.
- ZALD, Mayer N. et Roberta ASH (1966). « Social Movement Organizations : Growth, Decay and Change », *Social Forces*, vol. 44, n° 3, 327-341.